

# Grèce : un long tunnel noir

Depuis près de deux ans, la Grèce ne cesse de faire la une de l'actualité. Cependant, les difficultés de la Grèce ne datent pas de la présente crise. En effet, la situation socio-économique du pays était déjà très dégradée depuis au moins le milieu des années 2000, avec des conséquences sociales dramatiques pour la population (hormis les privilégiés). Ainsi, un jeune universitaire gagnait en moyenne 700 euros par mois. Sans parler de la situation des ouvriers et des personnes sans emploi! On se souviendra de la révolte sociale de 2008 qui suivit la mort d'un jeune homme tué par balles par un policier lors d'une manifestation dont l'objet était de crier le désarroi du peuple face à la situation socio-économique insoutenable dans laquelle il se trouvait.

La situation s'est pourtant encore fortement détériorée. Elle atteint des sommets dramatiques. Elle s'explique à la fois par les conséquences de la crise financière liée aux subprimes, par une gestion budgétaire passée calamiteuse, par une économie structurellement défailante, et par un incivisme fiscal élevé au rang de sport national.

## DES COMPTES PUBLICS MAQUILLÉS PAR LA DROITE

La crise des subprimes a eu une incidence sur les déficits publics de nombreux États de par le monde. La Grèce n'a malheureusement pas échappé à ce phénomène, en particulier par le biais de la transformation des dettes privées des banques en dettes publiques, afin d'éviter la faillite de celles-ci.

## LA DETTE PUBLIQUE GRECQUE ET LES TENTATIVES DE LA RÉSORBER ONT DES CONSÉQUENCES SOCIALES CATASTROPHIQUES...

**Théo Drakidis**  
CSCE

En octobre 2009, M. Georges Papandréou, fraîchement nommé Premier ministre dévoile le fait que le gouvernement conservateur précédent a dissimulé la gravité de la dette publique grecque et qu'il a maquillé les budgets et comptes publics nationaux. La surprise est de taille tant pour les partenaires européens que pour les marchés financiers qui, jusqu'alors, considéraient la dette

ber, pour atteindre des sommets vertigineux (près de 17% pour les obligations d'État à 10 ans, alors que, à titre de comparaison, ce taux est de 3 à 4% en Belgique ou en Allemagne).

L'importante économie souterraine – estimée à près de 20% du PIB – a provoqué, sur le long terme, un assèchement durable des finances de l'État. Du travail au noir au com-

de leurs capitaux en direction de la Suisse, voire de Chypre. Ces montants sont estimés à près de 10 milliards.

## LA RÉCESSION COMME PLAN DE SAUVETAGE

En 2010, lorsque le gouvernement a annoncé que le déficit public représentait le double de celui qui avait été annoncé, les agences de notation ont pris le pays pour cible. Il devient alors impossible pour l'État grec de se financer sur les marchés financiers. Il doit appeler à l'aide internationale. Dans la foulée, le budget de l'État est mis sous tutelle conjointement par l'UE, la BCE et le FMI.

En échange d'injections d'argent frais visant à pallier le retrait des acteurs du marché des capitaux, la Troïka précitée incline les autorités grecques à une cure d'austérité sans précédent. Plusieurs plans sont ébauchés. Il y aura des coupes claires dans les dépenses publiques, des augmentations de la TVA, la possibilité pour les entreprises de passer outre les conventions collectives sectorielles dans les négociations avec les salariés (ce qui aura pour conséquence directe des baisses de salaire et des licenciements à grande échelle), des coupes de 10% des salaires dans le secteur

**“RÉCESSION, CHÔMAGE, AUGMENTATION DE LA PAUVRETÉ, DES INÉGALITÉS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES PLONGENT LE PAYS DANS LE CHAOS.”**

grecque comme relativement sûre. Pour preuve, jusqu'en 2007, la Grèce se finançait sur les marchés aux mêmes taux d'intérêt que l'Allemagne. Depuis lors, les agences ne cessent de baisser la note de la dette publique grecque, c'est-à-dire qu'elles estiment que la Grèce est de moins en moins capable de rembourser celle-ci ainsi que ses intérêts. En quelques semaines, un vent de panique s'est installé sur les marchés, qui craignent la faillite du pays. Dès ce moment, les taux d'intérêt sur les marchés vont flam-

merce non déclaré, la plaie sur les recettes de l'État est douloureuse.

Quant à la fraude fiscale, elle fait perdre à l'État environ 30 milliards d'euros par an. Elle est favorisée par un système de corruption au sein du fisc grec, comme dans le reste de l'appareil administratif. Récemment, quelques riches particuliers, craignant que le gouvernement d'Athènes ne hausse les impôts sur les grandes fortunes afin de combler quelque peu le déficit public, organisaient la fuite

# PLAN DE SORTIE DE CRISE

public et assimilé. Des privatisations d'un certain nombre de fleurons économiques publics sont également à l'agenda. L'impact de ces mesures s'élève à plusieurs dizaines de milliards d'euros. Mais l'impact sera aussi et surtout social...

Ces mesures mènent à un affaiblissement de la consommation, qui aboutit à une dépression économique et à une hausse du chômage. L'effet récessionnaire est très net: le PIB grec se contracte de 6,6%. Aussi, demander à la Grèce, pays en récession, en échange de nouveaux crédits, d'encore réduire drastiquement ses dépenses, c'est aller droit dans le mur.

Récession, chômage, augmentation de la pauvreté, des inégalités sociales et économiques plongent le pays dans le chaos. De multiples soulèvements sociaux voient le jour. Les mouvements sociaux expriment leur désarroi, leur colère. La cure d'austérité a provoqué des chutes de salaires et de retraites. Des magasins ferment. Le chômage s'envole. Et, en bout de course, la consommation s'arrête. Selon les données publiées par Eurostat, 2 Grecs sur 5 vivent sous le seuil de pauvreté (et ce même après avoir reçu les prestations sociales de l'État); 1 Grec sur 10 est dans l'impossibilité de subvenir à ses besoins de première nécessité. La Grèce est marquée par une instabilité sociale et économique la plus grave de son histoire contemporaine.

Une autre conséquence marquante confère une grande inquiétude: la montée de la xénophobie et de la violence raciste, excitée par les mouvements et les partis de l'extrême droite, qui prennent pour cibles et boucs émissaires de la crise les différentes minorités ethniques présentes sur le territoire grec.

Les tensions sociales sont de plus en plus fortes. Une dizaine de

grèves générales ont déjà paralysé le pays. La crise socio-économique a provoqué une crise politique, mais elle a été contenue: le Premier ministre Georges Papandréou a dû remanier son gouvernement sous la pression de la rue. Il a évité la démission. Ainsi, à l'instabilité économique et sociale s'ajoute, progressivement, une instabilité politique.

## FAIRE PAYER LA CRISE AUX NANTIS

Si l'effort de réduction de la dette publique ne peut souffrir d'aucune contestation, il doit néanmoins devenir supportable et socialement juste pour les citoyens les plus fragiles, selon les représentants des syndicats et des mouvements sociaux. Or, la manière actuelle d'arriver pose question. Une lutte implacable contre l'incivisme fiscal devrait être mise en œuvre, selon eux. Et cela à tous les étages de la société. Dans le même ordre d'idées, il faut réaffirmer le principe de la progressivité de la fiscalité, qui est un principe fondamental de la justice fiscale. Il ne serait pas saugrenu d'imposer à ceux qui ont bénéficié – à titre privé



à leurs actionnaires des années durant...).

En d'autres termes, toutes les pistes de hausses des recettes doivent être mises en œuvre. La réduction de la dette ne peut passer,

de la crise grecque dans les autres pays de la zone euro.

Selon certains économistes, il faudra une bonne vingtaine d'années à la Grèce afin de rendre sa dette publique soutenable et compatible avec le pacte de stabilité européen. La Grèce semble condamnée à rester un bon moment dans un long tunnel noir.

Sur le plan européen, la crise de la dette grecque met en évidence, en creux, non seulement l'absence d'une véritable Europe sociale, mais encore l'absence d'une gouvernance économique progressiste à l'échelle européenne. Là, sur ce double enjeu, il est impératif de passer du slogan à une réalisation concrète et efficace. ■

**“2 GRECS SUR 5 VIVENT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ; ET CE MÊME APRÈS AVOIR REÇU LES PRESTATIONS SOCIALES DE L'ÉTAT.”**

et plus que d'autres – durant des années des fruits de la croissance, une plus haute participation à l'effort d'endiguement de la crise de la dette publique. Cela pourrait prendre la forme d'un impôt sur la fortune, par exemple. Il ne s'agirait que d'un juste retour, car la dette publique grecque trouve au moins deux origines majeures: l'incivisme fiscal des tenants des capitaux et le sauvetage des banques de la faillite (alors que la mise sur le marché de produits structurés a généré de plantureux bénéfices

comme le veulent le FMI, l'Europe, etc., uniquement par des mesures d'économies et de privatisations.

Pour ces mouvements sociaux progressistes, la question de la restructuration de la dette doit aussi voir le jour, nonobstant les résistances internationales, en ce compris celles des agences de notation. Elle doit néanmoins être réalisée dans une optique qui ne mette pas trop à mal le système bancaire européen afin de ne pas provoquer un effet de contagion